

Motion du Comité Départemental d'Action Laïque de Vaucluse
(SE-UNSA, Ligue de l'Enseignement, FCPE, DDEN, UNSA Education)
Prononcée par les membres du CDEN du département de Vaucluse

Mesdames et messieurs, en vos grades et qualités,

Compte tenu des multiples alertes de la communauté éducative sur la commune d'Orange, nous, membres du Conseil Départemental de l'Education Nationale de Vaucluse, voulons soutenir l'École publique laïque, la seule républicaine en demandant aux représentants de l'Etat, du département et de l'Institution :

- De réaliser les contrôles budgétaires et administratifs dans tous les établissements privés sous contrat et de fournir aux membres du CDEN un état exhaustif des effectifs et des financements des établissements privés de la commune,
- De produire les documents permettant de vérifier que ces établissements n'ont pas bénéficié de davantage de moyens financiers que la législation ne l'autorise, et supprimer le contrat d'association à tout établissement qui ne répondrait pas à ses obligations,
- De présenter pour avis préalable tout prêt de locaux ou subvention aux établissements privés sous contrat lors des CAEN (et par extension et transparence en CDEN), comme prévu par l'article L.151-4 du code de l'Education, y compris en cas d'extension éventuelle de l'école de la Nativité dans les locaux actuels des écoles Mistral.
- De justifier le besoin scolaire reconnu pour toute nouvelle contractualisation comme prévu par l'article L442-5 qui demande, en rapport avec l'article L442-1, que les établissements sous contrat puissent « donner l'enseignement dans le respect total de la liberté de conscience » et que « tout enfant sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance doit y avoir accès »
- D'engager dès à présent un travail autour de l'amélioration de la mixité sociale et scolaire au sein des écoles et établissements publics de la commune pour favoriser les apprentissages des élèves et éviter des dérogations à la carte scolaire,

Nous, membres du CDEN, voulons agir pour nos élèves, nos enfants, notre jeunesse qui a besoin de l'École républicaine pour s'émanciper et s'élever.

Le 04/03/2025